

En réponse à Hix et Bartolini

Philippe de Schoutheete

Hix met en avant deux arguments majeurs en défense d'une introduction de la "politique" au sens de débat droite- gauche au sein des institutions européennes : une confrontation idéologique avec gagnants et perdants stimulerait l'intérêt du public pour la vie politique européenne. En outre, elle assurerait au gagnant un "mandat" indiscutable, ce qui éliminerait le "blocage" qui freine le changement des règlements européens.

Personnellement, je ne vois guère de "blocage" au processus législatif de sorte que cet argument me laisse froid : si blocage il y avait, la meilleure façon de le résoudre serait vraisemblablement un changement institutionnel comprenant un accroissement des votes à la majorité.

L'idée que l'affrontement idéologique pourrait combler la distance qui sépare l'opinion des élites (généralement pro-européennes) de l'opinion publique (plus eurosceptique) mérite certes qu'on s'y arrête, car le problème soulevé est fondamentalement important, mais j'ai des doutes sérieux sur le principe envisagé, les instruments et leur application aux institutions européennes.

Pour ce qui est du principe, il semble clair que le rôle des idéologies en politique nationale est moins important qu'il n'était il y a encore quelques années. On serait fort en peine de trouver un seul dirigeant socialiste sur le continent disposé à accorder aux orientations de Tony Blair une étiquette "de gauche". Le gouvernement allemand actuel est-il de gauche ou de droite? Et le gouvernement belge? Dans les élections italiennes, le débat porte-t-il sur les orientations ou les personnalités? C'est un peu paradoxal de croire que l'idéologie, qui est sur le déclin au niveau des politiques nationales, arriverait à les revigorer au niveau européen.

Les instruments envisagés pour cette politisation sont les deux partis principaux au Parlement européen: le PPE à droite et le PSE à gauche. En fait, nombre de démocrates chrétiens du continent sont probablement plus à gauche que nombre de MPE du "*New Labour*". Dans une mesure appréciable, ces deux regroupements ne sont pas idéologiques : ce sont des coalitions rassemblées en vue de s'assurer une importante part des postes, du pouvoir et du patronage au sein du Parlement européen. L'introduction de débat idéologique pourrait bien les fragmenter, comme l'avance Bartolini. Personnellement, cette évolution ne serait pas pour me déplaire, car elle clarifierait les positions des partis, mais il est également clair qu'elle ne favoriserait pas la sorte de politique contradictoire bi-partisane chère à Hix.

Finalement, je m'oppose à l'idée que ce type de politique doive s'appliquer au Conseil et à la Commission. L'objet du Conseil dans le système institutionnel est de défendre les intérêts des états or ceux-ci ne se définissent pas essentiellement par l'idéologie. La plupart des ministres s'insurgeraient contre l'accusation

que leur vote au Conseil est déterminé par leur affiliation à un parti politique. Pour ce qui est de la Commission, son rôle est de défendre l'intérêt commun, qui, lui non plus, ne se base pas sur l'idéologie.

La démonstration tentée par Hix d'une telle évolution déjà perceptible et au Conseil et à la Commission, ne me convainc en rien.

En ce qui concerne le Conseil, Je me garderais bien de tirer quelque conclusion que ce soit de statistiques sur les votes négatifs et abstentions (Tableau 1, page 26) car elles se basent sur une petite minorité (approximativement 10%) de décisions, obtenues, pour la plupart, par consensus (Le fait que les politologues n'aient pas d'autre base numérique à se mettre sous la dent ne rend pas cette base tronquée admissible). Quoi qu'il en soit, je mets en doute l'interprétation idéologique donnée à la position de l'Allemagne dans le tableau. À cause de sa structure fédérale, l'Allemagne a un mécanisme décisionnel lourd : il arrive que, devant un vote imminent, elle ne puisse parvenir à un accord interne et par conséquent s'abstienne, ou ne puisse arriver à un accord sur un changement à sa position antérieure et se trouve mise en minorité. Je peux attester que c'est aussi le cas dans les rares occasions où la Belgique est mise en minorité ou s'abstient. C'est la structure fédérale, non l'idéologie, qui est à la source du phénomène.

On nous dit du rapport de force idéologique à la Commission (Tableau 2, page 29) qu'il a été établi par des politologues de chaque Etat membre. Là encore, j'entretiens des doutes sur la méthodologie. Est-il matériellement possible d'échelonner les positions idéologiques individuelles, comme s'il était question de températures ou de poids corporel? Beaucoup de gens ont des vues conservatrices sur certaines questions et des vues résolument progressistes sur d'autres. De toute façon, ma lecture de ce tableau s'oppose à celle qu'en fait Simon Hix. À mes yeux, il semble démontrer que les individus, dans leurs fonctions de commissaire, n'observent pas les préférences idéologiques que leur attribuent les politologues spécialisés. Pascal Lamy figure à l'extrême gauche du tableau alors qu'il a été harcelé et malmené dans toute l'Europe, en tant que commissaire, par les gauchistes qui voyaient en lui l'incarnation du marché libre, de la libéralisation des marchés et de la globalisation. Karel van Miert et Mario Monti sont à l'antithèse l'un de l'autre sur le tableau quand, en fait, ils se sont succédés comme commissaires à la compétition sans qu'aucun changement idéologique ne soit perçu dans les orientations poursuivies. Je ne trouve aucun fondement à l'affirmation que les commissaires agissent sur la base de leurs convictions politiques.

Pour conclure sur une note plus positive, je dirai que je partage l'opinion que plus de politique pourrait être utile dans le débat européen et, dans cette optique, je ferais deux suggestions:

- Comme l'avait suggéré Jacques Delors il y a plusieurs années, la nomination du Président de la Commission pourrait être politisée en la liant au résultat des élections au Parlement européen. Cela n'aurait pas le même effet qu'une Commission partisane.
- Les partis européens pourraient s'ouvrir à l'adhésion individuelle des citoyens et évoluer progressivement d'un conglomérat de partis nationaux vers d'authentiques partis "européens". À long terme, ces partis (et non plus leur direction locale) sélectionneraient leurs candidats aux élections européennes dans les différents pays, ce qui pourrait ouvrir un vrai débat européen.